

FORET COMMUNALE DES ARCS SUR ARGENS
CONCESSION DE TERRAIN POUR LA PRATIQUE DE MODELISME
ET AEROMODELISME

Entre les soussignés,

La commune des Arcs sur Argens , représentée par son Maire, Madame Nathalie GONZALES , agissant en cette qualité, suivant délibération du ____ / ____ / 2023.

assistée de l'OFFICE NATIONAL DES FORETS, représenté par Monsieur Gildas REYTER, Responsable du Service Forêt de l'Agence territoriale Alpes-Maritimes Var, dont les bureaux pour le Var sont situés au 101 Chemin San Peyre 83220 LE PRADET, ci après dénommé dans le texte la commune

Et

d'une part,

Le Centre d'Animation Socio Culturel (CASC) domicilié Place Louis Mouton 83460 LES ARCS, représenté par son président, Mr Patrick SAUNIER,

ci après dénommé dans le texte le concessionnaire

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit,

ARTICLE 1 – OBJET

La commune consent aux clauses et conditions ci-après énoncées, au CASC, la concession de terrain ci-après désignée pour la pratique du modélisme et de l'aéro-modélisme :

- une parcelle de terrain d'une superficie 12 200 m² située sur la parcelle cadastré F995

L'ensemble de la zone objet de la concession figure sur les plans joints en annexe.

ARTICLE 2 – DUREE – RESILIATION – REMISE EN ETAT

2.1 : Durée :

La présente concession est établie pour 5 années successives aux périodes suivantes :
du 01 janvier 2023 au 31 décembre 2027 .

Tout renouvellement donnera lieu à l'établissement d'un nouvel acte. Il n'y aura pas de renouvellement par tacite reconduction.

2.2 : Résiliation :

Elle pourra être résiliée par le concessionnaire sur simple demande parvenue avant le 31 décembre de chaque année à la Commune ou au technicien forestier territorial ONF.

Elle pourra être résiliée par la Commune pour non-application des clauses techniques définies dans la présente concession ou pour tout autre motif de gestion forestière ou environnementale.

Celle-ci pourra également être résiliée après un préavis de six mois dans le cas où le terrain concédé deviendrait incompatible avec d'autres objectifs fixés par la Municipalité.

2.3 : Remise en état :

A la cessation de l'occupation, à quelque époque et pour quelque cause que ce soit, la commune pourra exiger que les lieux concédés soient remis en leur état primitif par les soins du concessionnaire ou à ses frais y compris le démontage et évacuation de toutes les installations.. En toute hypothèse, le concessionnaire n'aura droit à aucune indemnité du chef des travaux divers effectués par lui sur le terrain concédé.

ARTICLE 3 – REDEVANCE

En application de l'article L. 2125-1 du Code Général de la propriété des personnes publiques, la redevance sera d'un (1) euros annuel.

ARTICLE 4 – CONDITIONS D'ACCES AUX SITES :

a) D'une façon générale :

L'accès en véhicule n'est autorisé au concessionnaire que dans le cadre de son activité de modélisme et aéro-modélisme.

Le stationnement des véhicules se fera sur le parking existant qui ne sera pas à usage exclusif du concessionnaire.

Le concessionnaire s'engage à laisser libre de tout encombrement les chemins d'accès actuels. Toute autre demande d'accès en véhicule ne sera possible qu'après accord de la Commune et de l'ONF.

b) En période estivale :

Les installations étant situés dans un massif forestier le concessionnaire et ses membres devront se conformer à la réglementation sur l'accès aux massifs forestiers en consultant chaque jour, du 21 juin au 20 septembre (voir plus en fonction des éventuels arrêtés préfectoraux de prolongation potentiellement pris), le site internet :

<http://www.var.gouv.fr/acces-aux-massifs-forestiers-du-var-a2898.html>.

L'accès au site sera interdit les jours de risque incendie « TRES SEVERE » et « EXTREME » (rouge et noir).

En cas de risque « SEVERE » (orange) le concessionnaire devra avoir quitté le site avant 13h.

c) Non exclusivité du site :

La commune pourra utiliser les lieux, notamment la zone de stationnement, pour d'autres usages (manifestations sportives, associatives, etc...). Le concessionnaire devra supporter sans indemnisation ces utilisations ponctuelles.

La commune sera prioritaire, informera le concessionnaire à temps état du site (propreté, ramassage des déchets...).

ARTICLE 5 - CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES :

En période estivale, du 15 juin au 15 septembre, les vols seront arrêtés à partir de 19 h.

Un planning des réunions ou manifestations exceptionnelles sera établi pour le 31 mars de chaque année au plus tard et transmis à la commune et l'ONF. A ces occasions, des invités extérieurs pourront utiliser le terrain.

Seuls les appareils munis d'un "silencieux" seront autorisés à voler. Le son des échappement doit être inférieur ou égale à 94db, mesuré à 3m de l'appareil.

Ne seront admis sur le terrain que les avions dont les propriétaires sont titulaires des licences réglementaires.

a) Equipements / Entretien

Est mis à disposition un terrain relevant du régime forestier débroussaillé sur lequel le concessionnaire mettra en place ces équipements et autres éléments de parcours indispensable à l'activité du modélisme.

Toute installation ou modification des lieux ne pourra être réalisée qu'après accord de la Commune et de l'ONF.

Le concessionnaire s'engage à ne pas dégrader le milieu naturel ; en particulier tout abattage d'arbres et implantations diverses sont interdits sans autorisation expresse de la Commune et du technicien forestier territorial de l'ONF,

Le concessionnaire s'engage, en application de l'article L 322-3 du Code forestier, à débroussailler les abords de ses installations sur une profondeur de 50 mètres.

b) Débroussaillage

Le concessionnaire devra procéder chaque année au débroussaillage des obligations légales de débroussaillage sur une largeur de 50m autour des installations : piste d'envol, espace crawlers, circuit voitures TT..., suivant les indications de la Commune et de l'ONF.

L'ONF et la Commune se réserve le droit de faire des visites librement et inopinément pour vérifier la conformité des obligations légales de débroussaillage.

c) Respect de la réglementation sur l'emploi du feu

Le concessionnaire devra respecter les règlements en vigueur concernant l'emploi du feu en forêt.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral concernant l'emploi du feu dans les massifs forestiers et à moins de 200m s'appliquent totalement (emploi du feu interdit sauf obligation légale de débroussaillage dans le respect de l'arrêté préfectoral, feu de cuisson interdit sauf autorisation expresse de la commune à la condition d'avoir un moyen d'extinction à portée directe).

d) Propreté

Les papiers et tous les détritrus de toute nature seront enlevés au fur et à mesure. Le concessionnaire laissera les lieux propres.

Si la Commune ou l'ONF constataient des dépôts divers, une notification serait transmise au concessionnaire afin qu'il procède sans délais à la remise en état des lieux. Si celui-ci ne s'exécutait pas, la commune procéderait à cette remise en état aux frais du concessionnaire.

e) Travaux forestiers

Le concessionnaire devra supporter sans indemnisation tous les travaux sylvicoles et environnementaux qui pourraient être effectués à proximité.

ARTICLE 6 – RESPONSABILITE - ASSURANCE :

Le concessionnaire est chargé de prendre à ses frais, toutes les mesures de sécurité qui s'imposent.

La responsabilité de la Commune et de l'Office National des Forêts ne saurait être engagée pour tous dommages causés aux personnes et aux biens du fait de l'utilisation de la présente concession.

Il devra contracter toutes assurances nécessaires et prendre à ses frais, toutes les mesures de sécurité qui s'imposent.

La Commune et l'ONF déclinent toute responsabilité en cas d'accident ou de dommages quels qu'ils soient résultant de l'usage de cette concession.

ARTICLE 7 - INDEMNISATION

Aucune indemnisation ne pourra être réclamée par le concessionnaire pour diminution de jouissance résultant d'incendie, d'exploitation de coupes, de travaux sylvicoles.

ARTICLE 8 – REGLEMENT DE LITIGE

Tout litige résultant de l'application de la présente concession relève de la compétence du Tribunal administratif territorialement compétent. Les parties s'engagent avant toute procédure contentieuse à entamer une tentative de règlement du litige à l'amiable.

PJ : carte de situation

Fait aux Arcs sur Argens, le _____ (date renseignée par la commune)

Le Concessionnaire,

(Signature précédée de la mention "LU ET APPROUVE")

Le Maire,